Jean-Marc Fontan et Éric Pineault

Sociologues, département de sociologie, UQÀM.

(2006)

"Quel renouveau pour la sociologie économique ?"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM, Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

"Quel renouveau pour la sociologie économique ?".

Un article publié dans *Revue Interventions économiques/Papers in Political Economy*, 33, 2006.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 avril 2011 de diffuser le texte de cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Pineault.eric@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 15 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jean-Marc Fontan et Éric Pineault

Sociologues, département de sociologie, UQÀM,

"Quel renouveau pour la sociologie économique ?".

Un article publié dans *Revue Interventions économiques/Papers in Political Economy*, 33, 2006.

Table des matières

[Présentation du numéro](#)

[Trois idées fortes ont été retenues pour coordonner la production de ce numéro](#)

[Reconsidérer notre connaissance et compréhension de l'histoire de la sociologie économique](#)

[Quelle mission disciplinaire pour la sociologie économique ?](#)

[Bibliographie](#)

[Les auteurs](#)

Jean-Marc Fontan et Éric Pineault

Sociologues, département de sociologie, UQÀM,

"Quel renouveau pour la sociologie économique ?".

Un article publié dans *Revue Interventions économiques/Papers in Political Economy*, 33, 2006.

Présentation de ce numéro

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif poursuivi par ce numéro *d'Interventions économiques* consacré à la sociologie économique est de faire le point sur des apports novateurs de chercheurs nord-américains et européens œuvrant dans ce domaine disciplinaire. Les points de vue développés dans les articles inclus dans ce numéro permettent ainsi d'illustrer des courants forts de la « nouvelle sociologie économique », tout en indiquant la richesse de travaux en cours, incluant ceux liés à l'analyse institutionnelle.¹

Trois idées fortes ont été retenues pour coordonner la production de ce numéro

Premièrement, il s'agissait de continuer le travail amorcé par Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues (2001) avec la parution du livre « La nouvelle sociologie économique ». Une production clé qui a permis de situer les développements récents de la sociologie économique de langue française et d'en comparer l'apport à la

¹ Diane-Gabrielle Tremblay et David Rolland ont travaillé à la révision et à l'édition des textes et (...)

sociologie économique de langue anglaise. Dans cette optique, nous retrouverons, dans le présent numéro, un article synthèse de Benoît Lévesque portant sur la sociologie économique en général, de même qu'une contribution de Jean-Louis Laville sur les apports francophones au sein de la sociologie économique.

Deuxièmement, au sein même du « renouveau » de la sociologie économique, pour reprendre une hypothèse lancée par Swedberg (1994) dans « Une histoire de la sociologie économique », nous observons la présence d'une diversité de courants de pensée. Nous avons voulu refléter cette réalité, en présentant des contributions de chercheurs qui ont travaillé au sein de différentes écoles ou paradigmes. Il en est ainsi des apports de Pascal Ughetto qui explore les liens entre la sociologie économique et l'économie politique ; de Viviana Zelizer qui introduit la place de la culture dans l'actualisation de réalités économiques ; ou encore de Marguerite Mendell qui rappelle l'importance de l'héritage de Polanyi (1944) pour l'étude des processus d'institutionnalisation liés à la montée importante de l'économie sociale en tant qu'espace de démocratisation de la sphère de l'économie.

Troisièmement, Nous avons retenu des travaux qui s'inscrivent, soit dans de nouveaux champs de développement des connaissances en sociologie économique, soit dans des espaces déjà existants, tout en présentant de nouvelles avenues de travail sur des thèmes consacrés de la sociologie économique. Ce double objectif a été atteint, dans un premier temps, par la présentation des textes de François Cusin, sur la construction sociale de la confiance au sein de relations marchandes, de Daniel Benamouzig, sur les motifs de la connaissance économique, et de l'équipe de Corinne Gendron sur le consumérisme économique. Dans un deuxième temps, nous avons exploré de nouvelles avenues de travail traitant de thèmes consacrés de la sociologie économique à partir des textes de Frédéric Hanin sur la sociologie économique de la finance et de Thomas Chiasson-LeBel sur la difficulté pour les théoriciens classiques de l'école socioéconomique française de la régulation à considérer la dimension internationale dans l'analyse des réalités actuelles.

Reconsidérer notre connaissance et compréhension de l'histoire de la sociologie économique

[Retour à la table des matières](#)

D'entrée de jeu, nous avons situé la présente publication dans la foulée des travaux qui ont porté sur le « renouveau » de la sociologie économique. Sur ce point, il importe de clarifier ce que nous entendons par renouveau. Il est tout à fait reconnu que la sociologie économique, tel un phénix, est ressuscitée de ses cendres dès la fin des années 1970 (Swedberg, 1994). Une renaissance qui fut étroitement inspirée du travail réalisé par Granovetter (1973, 1985) sur les réseaux sociaux dans une perspective néo-polanyienne.

Nous affirmons que cette renaissance constituait davantage une nouvelle phase du déploiement de la sociologie économique qu'un renouveau de la discipline en tant que tel. Cette nouvelle phase correspondrait en fait, aux transformations sociétales entourant l'émergence de l'ordre mondial post 1945. Cette phase contemporaine est repérable à partir des percées effectuées par des économistes néo-classiques, préconisant une lecture de la réalité économique à partir du postulat méthodologique de l'individualisme, tout en élargissant le domaine d'étude de phénomènes économiques à des dimensions sociales. Ces développements sont repérables à partir des apports de Schultz (1961) et de Becker (1962), sur le capital humain, ou de Buchanan (1954) en termes de théorie du choix rationnel. Ce nouveau souffle prend aussi la voie d'une interprétation holiste de la réalité à partir des avancées permises par l'anthropologie marxisante représentée par l'école française d'anthropologie économique (Meillasoux, 1964 ; Godelier, 1969 ; Terray, 1969). Plus tardivement, ce redéploiement de la sociologie économique s'inscrit au cœur même de la sociologie à partir des travaux de Bourdieu (2000), du côté franco-européen, et de Granovetter (1973) du côté anglo-américain.

Cette nouvelle phase présente aussi une caractéristique nouvelle. Elle s'inscrit effectivement dans une démarche de mixité disciplinaire où, par exemple, économistes, historiens, sociologues, anthropologues, psychologues, philosophes ou politologues développent des complicités dans le développement d'une pensée et d'une approche renouvelée du traitement effectué par des sociologues autour de questions

traditionnellement consacrées au domaine de l'économie. En témoignent les paradigmes faisant école : soit, ceux de la régulation (Aglietta, 1976 ; Boyer, 1986), de la nouvelle sociologie économique (Etzioni, 1986 ; Granovetter et Swedberg, 1992), des conventions et des grandeurs (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Boltanski et Chiapello, 1999), du MAUSS (Caillé, 1989), du néo-institutionnalisme (Streeck et Schmitter, 1985), et, plus récemment, de la « cultural economy » et de la « cultural political economy » anglaise (Amin et Thrift, 2003). À partir du début des années 1980 se construit littéralement un nouvel environnement de travail de l'objet d'étude de la sociologie économique, dans le monde francophone, celui-ci est fortement inspiré du constructivisme social de Berger et Luckmann (1966) et de l'approche laboratoire de Callon et Latour (1981), tandis que l'explosion des « cultural studies » provoque un tournant constructiviste similaire dans le monde anglo-saxon.

Dans les nuances que nous apportons à l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle sociologie économique, telle que présentée dans les travaux de Swedberg (1994), nous reconnaissons certes l'importance de l'analyse de Gislain et Steiner (1995). Ces chercheurs ont mis en évidence une période à la fois d'émergence et dite dorée de la sociologie économique, laquelle se déploie sur une trentaine d'années (1890-1920). Selon Swedberg, la sociologie économique étant faiblement développée avant 1890, elle serait sombrée dans une période de dormance ou de coma entre 1920 et la décennie des années 1970. Au cœur de cette période de latence, se seraient présentés des développements sectoriels (sociologie du travail, sociologie du développement) et quelques apports théoriques, tels ceux de Schumpeter (1935), de Polanyi (1944) ou de Parsons et Smelser (1956).

Tout en reconnaissant l'importance de la période dite dorée, nous nuancions fortement le point de vue de Swedberg. À contrario de ce dernier, et en puisant tant dans l'importante base de données bibliographiques qu'il a publiée, que dans plusieurs travaux récents portant sur l'histoire de la sociologie économique, tels ceux de Steiner (1999), de Trigilia (2002), de Dobbin (2004) ou de Cusin et Benamouzig (2004), ou sur des thèmes sectoriels, tel celui de l'argent par Zelizer (2005) ou de l'économie de la santé par Benamouzig (2005), nous sommes en mesure d'affirmer que la sociologie économique était bien présente en Europe avant 1890, et, surtout, qu'elle fut en croissance constante et continue dès 1900.

Certes, le 19^e siècle, en soi, ne constitue pas un siècle doré en ce qui a trait à la théorisation du champ de la sociologie économique. Outre l'œuvre de Marx, qui

s'élabore dans un champ autonome de développement et hors des disciplines universitaires, il est impossible d'y repérer des productions intellectuelles du niveau de celles développées au début du 20^e siècle, par Simmel (1907) ou Weber (1922). Toutefois, cette période, qui s'étend de la fin du 18^e à la fin du 19^e siècle, est une période dorée en termes de structuration tant empirique que prospectiviste du champ. Les travaux que nous y retrouvons sont nombreux et surtout ils sont établis autour de préoccupations sectorielles qui tracent les grandes voies de développement des travaux actuels (sur la question institutionnelle par exemple, ou encore sur l'importance des rapports sociaux ou de l'innovation sociale dans une perspective de changement social et de prise en compte de l'histoire). Ces travaux sont aussi établis sur des bases méthodologiques nouvelles : pensons au travail fait par les utopistes socialistes en termes de sociologie prospectiviste et de sociologie de l'émergence (les écrits de Saint-Simon, 1821) ; l'implication socio-économique d'Owen (1813) au sein d'initiatives d'économie sociale et le travail de Leroux (1840) sur la solidarité). Enfin, c'est aussi reconnaître l'important travail effectué par des sociologues du terrain tel Le Play (1877-1878), à partir, par exemple, de son travail d'analyse très empirique de la condition ouvrière de travailleurs français et européens.

Nous nuancions aussi les propos postulant que la sociologie économique entrerait en dormance entre 1920 et 1970. Notre perception des travaux de Parsons et de Smelser, de Polanyi ou de Schumpeter représentent des productions aussi importantes au plan théorique que celles des « pères fondateurs » de la sociologie économique. Tant du côté états-uniens avec l'école de Chicago (Hughes, 1928 ; Donovan, 1929 ; Cressey, 1932 ; Gilfillan, 1935 ; Whyte, 1943) et l'école institutionnelle (Commons, 1934), que du côté européen avec, entre autres, les travaux de l'école durkheimienne (Halbwachs, 1913 ; Simiand, 1907-1934 ; Mauss, 1923-1924), nous possédons une abondance d'études relevant du domaine de la sociologie économique. Au Québec (Leclerc, 1982) par exemple, la période qui s'étend de 1920 à 1960 est marquée par des écrits importants réalisés dans le champ de « l'économie sociale » coopérative, citons (ceux de Minville, 1936, de Barbeau, 1940 et d'Angers, 1947).

Notre lecture de l'émergence et du développement de la sociologie économique se présente ainsi. Cette discipline émergea à la fin du 18^e siècle en tant que champ d'étude distinct de l'économie politique. La sociologie économique gagna ensuite en autonomie et en profondeur tout au long du 19^e siècle. Elle se démarqua théoriquement et fut reconnue des autres grands domaines des sciences sociales et de la so-

ciologie au début du 20^e siècle, Enfin, elle s'est déployée dans une grande variété de champs d'études, de 1900 à aujourd'hui. L'image se dégageant de notre compréhension de l'évolution de la sociologie économique est donc celle d'une discipline connaissant une progression relativement linéaire et continue. Une trajectoire de route qui reste à reconstruire et à documenter tant l'ensemble des voies empruntées nous sont méconnues. On peut rendre compte de cette progression en revisitant les études passées et en questionnant les assises historiques des productions récentes. Cet exercice d'appropriation de l'héritage intellectuel de la sociologie économique fera état des continuités et des ruptures. Il permettra aussi de mettre en évidence les filiations existant entre les travaux contemporains et ceux de nos prédécesseurs.

Quelle mission disciplinaire pour la sociologie économique ?

[Retour à la table des matières](#)

Si renouveau il doit y avoir, nous pensons qu'il réside dans le type de regard que nous pouvons utiliser afin de reconstruire l'histoire passée et d'encadrer l'histoire à venir de la sociologie économique. Un retour sur l'histoire passée peut nous permettre de mieux situer les débats et les enjeux au sein même de la discipline (Aimard, 1962 ; Steiner, 2005). Sur ce point, les travaux, tant anciens (Durkheim, 1908) que récents (Caillé, 1989 ; Laval, 2002), ont surtout mis l'accent sur le débat entre sociologues et économistes autour de la question de l'individualisme versus le holisme ou encore du sens de l'action promu ou non par un utilitarisme structurel. Le débat a moins porté sur les tensions, les convergences et les divergences, les points de rupture et les points de rassemblement entre les sociologies économiques et les économies sociologiques, ou sur les interfaces à construire entre la sociologie économique et l'économie politique, mais davantage sur le postulat de l'action individuelle désincarnée de toute finalité sociale et sur la querelle des méthodes et d'une soit disant plus grande scientificité de l'une ou l'autre discipline.

Il importe aussi de faire un retour sur l'avenir de la sociologie économique. Un tel retour aurait l'avantage de situer l'apport de cette sociologie au sein des sciences sociales eut égard à la façon dont elle contribue à la définition des paramètres futurs du « vivre ensemble ». Ce projet, d'une sociologie prospectiviste, est fondamen-

tal puisqu'il permettra de dépasser l'analyse technique du rapport « économie et société » pour faciliter le développement d'une analyse critique sur la place et le rôle qu'est appelée à jouer l'économie dans l'établissement de sociétés émancipées de la question sociale économique (rapports inégalitaires dans et par le travail ; dans et par la propriété ; dans et par la production ou la consommation de biens ou de services). Lier la réflexion socio-économique au travail sociétal de définition de l'intérêt général dans le respect des intérêts collectifs et des intérêts particuliers exige une gymnastique intellectuelle engagée de la part du socio-économiste où il ne s'agit plus d'être producteur d'un « discours analytique critique » sur le passé, mais bien de s'engager collectivement dans une construction sociale et progressiste du « vivre ensemble ».

Sur ce point, nous avons une position nuancée par rapport aux propos présentés par Caillé (2003) dans son introduction au livre « l'Alteréconomie, quelle autre mondialisation ». Nous sommes en accord sur le lien établi dans le titre entre une « autre économie » et une « autre mondialisation ». Nous sommes toutefois fortement interpellés par l'affirmation suivante : « Il est illusoire aujourd'hui de viser à édifier une « autre économie » que l'économie de marché capitaliste » (Caillé, 2003 : 18). Il incomberait donc, selon Caillé, de travailler à l'intérieur de la matrice civilisationnelle capitaliste pour la réformer. En remodelant ou en repensant notre façon de concevoir notre rapport à l'économie, ses composantes organisationnelles et institutionnelles, son monde vécu, son imaginaire, nous serions en mesure de modifier le dosage du « vivre ensemble », ce qui serait suffisant pour se départir des grands maux suscités par l'hyper mondialisation économique des différents espaces sociétaux de la planète. Selon Caillé, il y aurait trop d'économie et pas assez d'éthique et de politique. « Le ciment de l'alteréconomie alternative, de l'autre institution de l'économie plutôt, n'est pas économique mais éthique et politique » (Caillé, 2003 :20). Par conséquent, il s'agirait d'humaniser le capitalisme en réduisant la part de la rationalité économique et en insufflant plus de place au politique et à l'éthique. Comme si le politique en soi et l'éthique en particulier étaient intrinsèquement porteurs de solutions aux grands maux actuels de la mondialisation et, particulièrement aux grandes iniquités qu'engendrent le capitalisme et les autres « isme » qui y sont symbiotiquement associés.

Cette vision est certes critique. Elle se veut réformiste dans la passivité. Cette proposition a l'intérêt de ne pas déranger l'ordre établi et de fournir un élément de

réponse optimiste au discours dominant, puisqu'elle sous-entend que nous ne sommes pas si éloignés du nouvel ordre à atteindre. Cette proposition occulte aussi le fait que les grandes orientations culturelles ne sont pas le fruit du hasard, mais un construit sociétal. Alléguant que si l'économie marchande capitaliste est au centre de notre façon de penser, de vivre et de concevoir notre rapport à l'autre et à la nature, c'est qu'il s'agit d'une recette gagnante pour des élites et des classes sociales déjà établies. Nombre de personnes et de groupes, nombre d'organisations et de réseaux y trouvent leur compte au détriment du grand nombre de ceux et celles qui aspirent, par défaut, à faire un jour partie prenante du monde des privilégiés. C'est oublier aussi que cette réalité se traduit par l'implantation de formes de domination et que le développement sociétal par et dans la domination préexistait l'avènement de l'économie marchande capitaliste.

L'économie de marché est un outil institutionnel très sophistiqué et efficace pour réaliser des ponctions intéressées mais absolument pas redistribuées à l'échelle mondiale ou nationale en tirant des avantages du rapport « économie et société ». Dès lors, ce n'est pas uniquement l'économie et son système financier, productif ou comptable qui pose problème. Ce n'est pas non plus l'utopie proposée d'un marché autorégulé garant de l'intérêt général qui serait à transformer pour rendre l'économie plus humaine. C'est aussi fondamentalement le droit et l'arrogance que certains individus et groupes se sont octroyés, au nom de la défense de l'intérêt général.

Dès lors, l'éthique et le politique en soi ne se régleront en rien, tant et aussi longtemps qu'un débat social n'aura pas été mené sur la base de ce qui est acceptable ou non en matière de concentration du pouvoir, de l'avoir et du savoir. Tant et aussi longtemps que des compromis culturels et des contraintes normatives n'auront pas été établis, comme autant de règles à suivre dans l'intérêt de tous et chacun, il ne sera pas possible de voir en quoi l'économie, le politique et l'éthique pourront déployer des moyens à la hauteur des objectifs visés par l'implantation d'une autre mondialisation et d'une autre économie.

Ceci implique, selon nous, un dépassement, ou un basculement axial pour reprendre la terminologie de Beaud (1997). Un dépassement matriciel qui rendrait possible une prise en compte du rapport démocratique, du rapport solidaire, du rapport égalitaire, du rapport entre les genres, du rapport inter culturel ... mais aussi du rapport environnemental, lequel peut difficilement occulter les débats qui entourent la prise

en considération du droit d'être et de se développer des autres espèces, tant animales que végétales.

En conclusion, la mission historique de la sociologie économique porte essentiellement sur le travail de reconnaissance et d'analyse, au sein du grand projet scientifique, de la place et de l'importance du fait social économique dans la compréhension de ce que « vivre ensemble » a signifié dans la production et la conception de projets de sociétés plus solidaires et certainement plus écologiques. La réalisation de cette mission demande rigueur, engagement et, forcément, une capacité de se remettre en question comme intellectuel, tout en ne restreignant pas le travail du socioéconomiste à œuvrer uniquement à la reconstruction archéologique et aseptisée des faits, des processus et des dynamiques socioéconomiques.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Aglietta, M. (1976). *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy.

Aimard, G. (1962). *Durkheim et la science économique*, Paris, Presses Universitaires de France.

Amin, A. et N. Thrift (2003). *The Blackwell Cultural Economy Reader*, Oxford, Blackwell.

Angers, F. A. (1947). « L'avenir de notre mouvement coopératif est toujours en jeu », *L'Action Nationale*, pp. 3-19.

Barbeau, V. (1940). « Le coopératisme : une solution au problème économique et social de notre province », *L'Actualité Économique*, XVI, pp. 1-20.

Beaud, M. (1997). *Le basculement du monde*, Paris, La Découverte. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Becker, G. S. (1962). « Investment in Human Capital : A Theoretical Analysis », *Journal of Political Economy*, LXX, no 5, pp. 9-49.

Benamouzig, D. (2005). *La Santé au miroir de l'économie, une histoire de l'économie de la santé*, Paris, Presses Universitaires de France.

Berger, Peter L. et Thomas Luckmann (1966). *The Social Construction of Reality : A Treatise in the Sociology of Knowledge*, New York, Anchor Books.

Boltanski, L. et L. Thévenot (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

Boltanski, L. et E. Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Bourdieu, P. (2000). *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Liber - Seuil.

Boyer, R. (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, Agalma - La Découverte.

Buchanan, J. (1954). « Individual Choice in Voting and the Market », *Journal of Political Economy*, LXII, pp. 334-343.

Caillé, A. (2003). « L'alteréconomie, quelle autre mondialisation ? », Paris, La Découverte, Revue semestrielle n° 21, Coll. « Recherches /MAUSS.

Caillé, A. (1989). *Critique de la raison utilitaire*, Paris, La Découverte.

Callon, M. et B. Latour (1981). « Unscrewing the Big Leviathan : How Actors Macro-Structure Reality and How Sociologists Help Them to Do So », dans K. Knorr-Cetina et A. V. Cicourel (dirs), *Advances in Social Theory and Methodology. Toward an Integration of Micro and Macro-Sociologies*, Boston, Routledge and Keagan Paul.

Commons, J. R. (1934). *Institutional Economics*, New York, MacMilan.

Cressey, P. G. (1932). *The Taxi-Dance Hall : a Sociological Study in Commercialized Recreation and City Life*, Chicago, University of Chicago Press.

Cusin, F. et D. Benamouzig (2004). *Économie et sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.

Dobbin, F. (ed.) (2004). *The New Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press.

Donovan, F. R. (1929). *The Sales Lady*, Chicago, University of Chicago Press.

Durkheim, E. (1908). « Débat sur l'économie politique et les sciences sociales » dans V. Karady (textes réunis et édités), *Textes 1 : Éléments d'une théorie sociale ; Textes 2 : Religions, morale, anomie ; Textes 3 : Fonctions sociales et institutions*, Paris, Éd. de Minuit, pp. 218-225.

Etzioni, A. (1986). « Founding a New Socio-Economics », *Challenge*, vol. 29, no 5, pp. 13-17.

Gilfillan, S. C. (1935). *The Sociology of Invention*, Chicago, Follet Publishing Company.

Gislain, J-J. et P. Steiner (1995). *La sociologie économique, 1890-1920*, Paris, PUF.

Godelier, M. (1969). *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, Maspéro.

Granovetter, M. (1973). « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78, pp. 1360-1380.

Granovetter, M. (1985). « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91 (3), pp. 481-510.

Granovetter, M. et R. Swedberg (1992). *The Sociology of Economic Life*, Boulder, CO, Westview Press.

Halbwachs, M. (1913). *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Librairie Félix Alcan. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Hughes, E. C. (1971) [1928]. « Personality Types and the Division of Labor » dans E. C. Hughes (ed.), *The Sociological Eye*, Chicago, Aldine-Atherton, pp. 326-337.

Laval, C. (2002). *L'ambition sociologique : Saint-Simon, Comte, Tocqueville, Marx, Durkheim, Weber*, Paris, La Découverte.

Leclerc, A. (1982). *Les doctrines coopératives en Europe et au Canada*, Sherbrooke, IRECUS.

Le Play, F. (1877-1878). *Les ouvriers européens*, Paris, Mame-Dentu.

Leroux, P. (1840). *De l'humanité*, Paris, Édition Perrotin.

Lévesque B., G. L. Bourque et E. Forgues (2001). *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer.

Mauss, M. (1923-1924). « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, t. I, pp. 30-186. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Meillassoux, C. (1964). *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Paris, Mouton.

Minville, E. (1971) [1936]. « Libéralisme ? Communisme ? Corporatisme ? », dans E. Minville, *La vie économique*, Montréal, Fides.

Owen, R. (1813). *A New View of Society or Essays on The Principle of the Formation of The Human Character and The Application of the Principle to Practice*, London, Lightning Source Inc.

Parsons, T. et N. Smelser (1956). *Economy and Society : a Study in the Integration of Economic and and Social Theory*, Londres, Routledge and Kegan Paul.

Polanyi, K. (1944). *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press.

Saint-Simon, H. (1821). *Du système industriel*, Paris, édition A.-A. Renou.

Schultz, T. W. (1961). « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, 51 (1), pp. 1-17.

Schumpeter, J. A. (1935). *Théorie de l'évolution économique, recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Paris, Daloz.

Simiand, F. (1907). *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France*, Paris, Société Nouvelle.

Simiand, F. (1934). « La monnaie réalité sociale », *Annales sociologiques*, Série D, 1, p. 1-58.

Simmel, G. (1978) [1907]. *The Philosophy of Money*, Boston, Routledge and Kegan Paul.

Smelser, N. et R. Swedberg (eds) (1994). *The Handbook of Economic Sociology*, New York, Russell Sage Foundations.

Steiner, P. (1999). *La sociologie économique*, Paris, La Découverte-Repères.

Steiner, P. (2005). *Y a-t-il une tradition française de critique sociologique de l'économie politique ?*, Paris, IRIS, Université Paris IX.

Streeck, W. et P. C. Schmitter (dirs) (1985). *Private Interest Government : Beyond Market and States*, Londres, Sage Publications.

Swedberg, R. (1994). *Une histoire de la sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer.

Terray, E. (1969). *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, Maspéro.

Triglia, C. (2002). *Sociologie économique*, Paris, Armand Colin.

Weber, M. (1922). *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriß der Verstehenden Soziologie*, Tübingen, J.C.B. Mohr. [traduction française : *Économie et société*, 1971. Paris, Plon].

Whyte, W. F. (1943). *Street Corner Society*, Chicago, University of Chicago Press.

Zelizer, V. A. (2005). *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Marc Fontan et Éric Pineault, « Quel renouveau pour la sociologie économique ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 33, 2006. Mis en ligne dans Les Classiques des sciences sociales, avril 2011.

Auteurs

[Retour à la table des matières](#)

Jean-Marc Fontan

Département de sociologie, UQAM

Articles du même auteur

Introduction. □ Paru dans *Revue Interventions économiques*, 38, 2008.

L'expérience de recherche de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale. Paru dans *Revue Interventions économiques*, 32, 2005.

Initiatives communautaires de développement local et gouvernance métropolitaine : quel emboîtement ? □ Paru dans *Revue Interventions économiques*, 30, 2003.

Le développement du local, de la contrainte économique au projet politique. □ Paru dans *Revue Interventions économiques*, 30, 2003.

Le rapport métropolisation - régionalisation : prolégomènes pour un renouvellement paradigmatique. □ Paru dans *Revue Interventions économiques*, 28 | 2002.

Éric Pineault

Département de sociologie, UQAM

Fin du texte